

Depuis son arrivée sur le CD de Muret, le 9 mai 2025, un détenu accumule **incidents, menaces et agressions**, envers les personnels et même envers les autres détenus.

Manifestement inadapté à la détention classique, il circule sans difficulté entre **QI et QD**, démontrant qu'un problème identifié peut aussi rester volontairement non traité.

Rappelons quelques faits récents qui loin d'être anecdotiques, démontrent en plus d'une violence, une volonté d'humilier, de salir les agents dans l'exercice de leurs fonctions :

- **11 décembre** au QI : **crachats** volontaires au visage de **Christophe**.
- **12 décembre** au QD : **jet d'urine** au visage de **Patrice**.
- Agression du major **Stéphane**, **le 3 septembre**,
- **Agression sexuelle sur notre collègue Ellick**.

Et pourtant, malgré la répétition et la gravité des faits, rien ne change.

Sur le papier, tout semble conforme : le détenu est connu **psychiatriquement**, le **quartier disciplinaire et le quartier d'isolement sont labellisés** et les procédures s'accumulent. Des labellisations essentiellement **bureaucratiques**, faite de tableaux, formulaires, comptes rendus et d'indicateurs, qui finissent surtout par faire crouler les agents sous un amas de paperasse.

Dans la réalité, ce sont toujours les agents qui encaissent.

Revenons à notre énergumène : **aucun transfert n'est envisagé**, sa sortie étant jugée proche. Les collègues sont donc invités à **gérer l'inacceptable**, avec le professionnalisme et le sang-froid qu'on leur exige en permanence. À défaut, pour une fois, **la réaction serait immédiate**... sous forme de sanctions.

L'UFAP Unsa Justice apporte son soutien total aux agents ayant déposé plainte et restera mobilisée à leurs côtés.

Aujourd'hui, il faut le dire clairement : trop, c'est trop.

**La sécurité et la dignité des agents
ne sont ni négociables, ni optionnelles.**